



Pourquoi adhérer au MRC ?

Parce que nous sommes des gens de conviction, fiables, et qui avons démontré notre engagement par nos actes.

Nous sommes tous issus du camp loyaliste où nous avons milité depuis plusieurs années.

Nous avons commencé notre action en 2010 en refusant la politique du double drapeau.

D'abord réunis au sein d'un club de réflexion politique, la Fondation, en septembre 2010, nous avons créé le 14 Juillet 2011 un nouveau parti politique : le MRC, afin d'offrir un nouveau choix aux électeurs dès les provinciales de 2014.

Notre président, Philippe Blaise, s'est engagé contre le gel du corps électoral en 2005, puis a rejeté la politique du double drapeau en démissionnant du Rump, dès son annonce par P. Frogier.

Le MRC ce sont des nouvelles têtes, issues de la société civile et qui veulent une politique intègre.

Nous sommes pour une vraie rénovation des hommes et des idées dans le camp loyaliste, avec des loyalistes convaincus, progressistes et attachés à aucun lobby, et sans casserole.

Le MRC ce sont des engagements clairs pour l'avenir de la Calédonie :

Fidélité à la Calédonie dans la France et aux valeurs de la République (lire notre Manifeste).

Nous voulons dire la vérité aux calédoniens, en les éclairant sur les choix à faire.

Nous sommes pour le référendum afin de marquer la volonté des Calédoniens de rester Français et discuter ensuite.

Nous voulons défendre le droit des calédoniens à choisir librement leur avenir, et ne pas se faire imposer une indépendance-association qui les priverait de la nationalité française.

Nous voulons rétablir la démocratie en Nouvelle-Calédonie et une citoyenneté ouverte.

A terme, sortir de l'ADN en réinstallant tous les exclus dans leurs droits => dégel du corps électoral.

Notre projet c'est Le destin commun DANS la France.

C'est assurer le meilleur avenir économique et social possible pour la population.

Nous voulons mettre en valeur la plus grande richesse de notre pays : la diversité !
245.000 hab, 99.000 kanaks, 72.000 européens, 21.000 wallisiens, 40.000 « autres ».

Nous voulons moraliser la politique pour protéger les Calédoniens contre ceux qui veulent installer une république bananière en NC.

Nous sommes contre le gaspillage des deniers publics, et sommes donc totalement opposés aux projets de télépolitiques sur fonds publics du Rump/UC/PT d'un côté, et Palika de l'autre, tout comme le rachat des Nouvelles par une coalition d'intérêts proche du pouvoir.

Nous voulons préserver la présence de l'Etat dans son rôle de contre-pouvoir.

Nous avons alerté les calédoniens quant aux risques de corruption et d'arbitraire en cas de transfert des compétences optionnelles mentionnées dans l'article 27 de la loi organique (Enseignement supérieur, collectivités locales et contrôle de l'audiovisuel).

Nous voulons une réglementation et un meilleur contrôle des marchés publics, une plus grande sincérité des budgets des collectivités pour répondre aux vrais problèmes quotidiens et à venir des calédoniens.

L'architecture de nos institutions favorise la dérive vers l'arbitraire, car il n'y a pas de contre-pouvoir.

Il faut s'attaquer aux vrais problèmes de société qui sont masqués par l'écran de fumée de 2014 :

- Assurer la prospérité économique par une politique économique qui encourage l'investissement et la création d'emplois,
- Assurer l'accès à l'emploi pour tous et des salaires justes,
- Défendre une éducation de qualité,
- Défendre le pouvoir d'achat en instaurant une vraie concurrence pour assurer des prix abordables pour le plus grand nombre sur les postes essentiels de la vie : le logement, le transport et l'alimentation.

Défendre les acquis sociaux :

- Les Retraites, le système de santé, la protection sociale, les services publics,
- Défendre le droit à vivre en sécurité et sous la protection d'une justice efficace,
- Défendre le droit à vivre dans un environnement naturel préservé.